PRINT

Professions, institu

JOURNÉES D'ÉTUDE SCIENCE ET POLITIQUE. NOUVEAUX OBJETS, NOUVELLES APPROCHES.

Les Journées d'étude 'Science et Politique. Nouveaux objets, nouvelles approches', organisées conjointement par le laboratoire Printemps et le Centre de Sociologie des Organisations se dérouleront les 4 et 5 décembre 2014.

Le 4 décembre 2014, de 9h à 17h30
Le 5 décembre 2014, de 9h30 à 17h30

Le 4 décembre 2014 :
Centre de Sociologie des Organisations
19 rue Amélie
75007 Paris

Le 5 décembre 2014 :
Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines
47 boulevard Vauban
78280 Guyancourt

[style2;Présentation des journées d'étude]
Les relations entre les sciences et le(s) politique(s) ont fait l'objet de très nombreux travaux en sciences humaines et sociales. D'importants corpus se sont accumulés depuis les années 1950 sur une grande variété de cas, stimulant quantité d' interprétations, de théories et d'approches plus ou moins concurrentes. De façon schématique, deux axes thématiques peuvent par exemple être distingués qui chacun orientent pour partie le questionnement sur ces relations.

Le premier vise à identifier la charge politique dans le « contenu » même des connaissances scientifiques. Une certaine historiographie des études des sciences (ou des science and technology studies, STS) a insisté sur la contribution de la « nouvelle » sociologie de la connaissance scientifique qui a émergé dans les années 1970 en Angleterre : en rupture avec la sociologie mertonienne qui n'envisagerait le politique qu'à la marge, ce courant aurait (enfin) ouvert la « boîte noire » de la connaissance et révélé la surdétermination sociale-culturelle des faits scientifiques (un constat routinisé par la suite dans d'innombrables études de cas classées dans la rubrique « construction sociale de la science »). Dans cette veine, des sujets se sont imposés, concernant l' influence de groupes militants dans la structuration des savoirs scientifiques, les processus d'enrôlement dans les réseaux sociotechniques, les conceptions politiques au cœur des dispositifs de connaissance, ou encore la performativité politique des découvertes.

Un autre axe focalise l'attention sur le rôle des savoirs et de leurs producteurs dans le gouvernement des conduites. Il s'agit cette fois moins de mettre en lumière la part politique des savoirs scientifiques que de questionner la mobilisation des savoirs dans l' action publique. Souvent à partir d'exemples historiques, les travaux sur les sciences de gouvernement ont ainsi documenté l'institutionnalisation de savoirs revendiquant une

portée pratique et gouvernementale, les conditions sociales et politiques de circulation de recettes d'actions mais aussi la mobilisation de ces savoirs dans des pratiques et des dispositifs de gouvernement. Ce faisant, ils ont mis l'accent sur les effets pratiques des savoirs dans la définition et le traitement des problèmes publics.
Singulièrement, et alors qu'elles se fondent toutes les deux sur une interrogation des relations entre science et politique et un intérêt pour la production et la circulation des savoirs, les deux perspectives se sont développées dans des espaces disciplinaires relativement disjoints. Ces journées d'études visent à nourrir la réflexion sur le renouvellement des approches questionnant ces relations entre science et politique, mais aussi à encourager la discussion entre chercheur-e-s travaillant à partir de perspectives différentes sur ces terrains. En jouant sur les stratégies heuristiques que l'on peut adopter en amont de l'enquête, trois directions sont envisageables.

Rapprocher les objets

Si les deux types d'étude stylisés ci-dessus partagent un intérêt pour la production, la circulation et la mobilisation des savoirs, leurs adeptes ont souvent travaillé à partir d' objets bien distincts. Les science studies, d'une part, se sont souvent focalisées sur des disciplines des sciences de la nature, comme la physique et la biologie, pour y étudier comment ces disciplines qui revendiquent une forte autonomie vis-à-vis du politique, sont en fait imprégnées d'idéologies et d'intérêts politiques, voire contribuent à la légitimation de l'ordre politique. Symétriquement, le champ d'analyse des savoirs de gouvernement s' est prioritairement constitué autour des disciplines qui étaient le plus souvent et le plus directement mobilisées par l'action publique – la statistique, la gestion, la géographie, l' économie. Un premier moyen de questionner à nouveaux frais les relations entre science et politique est de reconsidérer cette division du travail, à travers des enquêtes envisageant à partir d'une perspective de science studies la production de savoirs dans d' autres champs que les sciences de la nature, ou à partir d'enquête s'appuyant sur les sciences de gouvernement pour évaluer la contribution des sciences de la nature au gouvernement des affaires publiques.

Travailler les angles morts

Une seconde manière de renouveler les questionnements est de travailler les angles morts de ces deux perspectives. Si l'étude des sciences se décline sur une vaste série de terrains, du laboratoire au gouvernement, en passant par les institutions académiques, il demeure néanmoins des questions qui y ont été peu travaillées. S' interroger sur le rapport entre sciences et politiques conduit ainsi à remarquer que l'on sait encore peu de choses, par exemple, sur les déterminants des politiques scientifiques. Celles-ci ont en effet été longtemps délaissées par les acteurs des science

studies, polarisés sur les sites expérimentaux (laboratoires, instruments, campagnes…) et les dynamiques de résolution des controverses « sociotechniques », et très peu appréhendées par une sociologie et une histoire de l'action publique concentrée sur d' autres secteurs d'intervention – comme les politiques de santé ou les politiques urbaines. De la même façon, le rôle de l'État dans la structuration de la profession académique et les conditions d'exercice de son activité n'a sans doute pas été suffisamment étudié. Les récentes mobilisations collectives des chercheurs du secteur public, en France, incitent également à interroger plus systématiquement (et avec des matériaux empiriques) les conditions et modalités de leurs engagements politiques. Avec quels outils et concepts peut-on révéler les modes d'existence de questions politiques au sein des laboratoires, par exemple ?

(Re)formuler des questions

Plus incertaine – et pour cause ! –, cette troisième proposition est destinée à encourager la présentation d'objets et de problématiques en mesure de reconfigurer l'enquête sur les liens entre sciences et politiques. L'intuition incite ici à se tourner vers des terrains dont la nouveauté représente une mise à l'épreuve les cadres d'analyse classiques, de l' implémentation globale des outils des big data aux avancées de la biologie de synthèse, brouillant la frontière entre le vivant et l'artificiel, en passant par la diffusion massive et pas toujours très contrôlée des nanotechnologies. Cette remise en cause des frontières établies par l'émergence de « nouveaux » savoirs pourra également être interrogée à partir de terrains historiques, dans un objectif de mise à distance et de qualification plus fine des ruptures initiées par le contexte contemporain. Parce qu'ils débordent d'une façon inattendue des terrains jusqu'ici bien délimités, qu'ils forcent un réagencement des frontières, il existe ainsi des terrains et objets propices à l'élaboration de nouvelles méthodes et concepts, voire à des théorisations syncrétiques ou alternatives.

L'objectif de ces journées d'étude n'est pas de procéder à un état des lieux ou de revenir sur l'histoire des débats qui ont traversé les études des sciences. Les organisateurs ont plutôt souhaité arrimer les principaux questionnements de ces deux journées à la logique de l'enquête, en privilégiant la restitution analytique de matériaux empiriques originaux. Afin de multiplier les lignes de réflexion, les communications seront discutées par des collègues dont les travaux ont apporté d'importants éclairages sur ces thématiques, à partir de perspectives différentes : N. Dodier, F. Lebaron, C. Musselin et G. Pollet.

[style2;Programme]

Jeudi 4 décembre 2014 – CSO, salle de séminaire.

9h : Accueil
9h30-9h45 : Introduction aux journées d'études (J. Aust, M. Jouvenet, A. Saint-Martin)

Session 1 : Politiques scientifiques
10h-11h40 :

- Barrier Julien (ENS Lyon/Triangle), Vézian Audrey (Sciences Po, CSO/CNRS), « Les fronts de la concurrence scientifique : paradoxes et ambigüités du 'gouvernement à distance' dans les politiques de recherche en cancérologie ».
- Brunet Philippe (Centre Pierre Naville, UEVE), « L'État, l'AFM, les chercheurs et les cellules souches embryonnaires humaines : promesse et légitimation d'une politique scientifique à bas bruit ».
- Crespy Cécile (Sciences Po Toulouse, LaSSP), « Un savoir sur les politiques scientifiques. La DGRST et le Progrès Scientifique. (1971-1981) ».
- Schultz Émilien (Université Paris-Sorbonne /GEMASS), « Contrôle de la science et conscience du contrôle. Perception et action de la gouvernance de l'ANR sur les trajectoires des chercheurs académiques ».

11h40-13h :

- Discussion par Gilles Pollet (Sciences Po Lyon, Triangle).
- Echanges avec la salle.

13h : Déjeuner (buffet)

Session 2 : Mobilisation des savoirs
14h30 - 16h10 :

- Benvegnu Nicolas (Médialab, Sciences Po), « Qu'estce que réaliser une expérience en sciences sociales ? Le travail du sociologue à l'aune de la performation de la participation du public ».
- Debailly Renaud (Université Paris-Sorbonne /GEMASS), « La mise en forme d'une polémique. Le traitement médiatique de l'autisme (2000-2014) ».
- Granjou Céline (IRSTEA), Louvel Séverine (Sciences Po Grenoble/PACTE), Arpin Isabelle (IRSTEA), « Des promesses scientifiques aux engagements épistémiques. Le cas de la nanomédecine et des sciences de la biodiversité ».
- Mazeaud Alice (Université de La Rochelle), Nonjon Magali (Université d'Avignon), « Les 'sciences de la participation' : traceur ou moteur de l'impératif participatif ? ».

16h10 - 17h30 :

- Discussion par Frédéric Lebaron (Printemps/UVSQ).
- Echanges avec la salle.

Vendredi 5 décembre 2014 – Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, amphi 8

9h30 : Accueil

Session 3 : Risques et expertises
10h-11h40 :
- Bouleau Gabrielle (IRSTEA), « Les données des sciences de l'environnement : dépendance de la science ou assujettissement du politique ? L'exemple de l'écologie fluviale (1960-2010) ».
- Dangy Louise (Sciences Po Lyon, ENSV), Fortané Nicolas (INRA), « La portée des normes sanitaires : quand le travail d'expertise estompe la frontière entre science et politique. De la régulation des risques dans des écologies normatives complexes ».
- Lamy Jérôme (Printemps/UVSQ), « Réguler les savoirs de l'espace. L'Etat et le gouvernement de la recherche spatiale ».
- Brandmayr Federico (Université Paris-Sorbonne /GEMASS), « Des secousses de bon augure ? Science, expertise et gestion des populations dans les activités de la Commission 'grand risque' à L'Aquila ».

11h40-13h :
- Discussion par Nicolas Dodier (IMM/EHESS-INSERM).
- Echanges avec la salle.

13h : Déjeuner (buffet)

Session 4 : Cadrage des problèmes politiques/scientifiques
14h30-16h10 :
- Herlin-Giret Camille (Irisso, Paris-Dauphine), « L'invention politique et scientifique du patrimoine ».
- Pache Stéphanie (Université de Lausanne), « Psychologie & Féminisme. Quelle histoire ?(!) ».
- Borie Maud (Université d'East Anglia, Norwich), Pesche Denis (ART-Dev, CIRAD Montpellier), « Penser la transformation des relations entre science et politique à travers les évaluations environnementales globales sur la biodiversité : une approche par la co-

production ».

- Frozel Barros Natália (Université Paris 1), « Transcoder la biogénétique : la biologie marine dans ‘l’action publique internationale’ ».

16h10-17h30 :

- Discussion par Christine Musselin (Sciences Po, CSO/CNRS).
- Echanges avec la salle.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

L'accès est libre.

Télécharger le programme des journées d'étude [PDF - 421 Ko].